



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération ~ Arc Sud Bretagne ~ Questembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : 12 mars 18h30-20h30 Lieu : « L'Asphodèle » - Questembert (56230)

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée par la Communauté de communes et la Mairie sur leurs différents supports de communication (site internet, réseaux sociaux, panneaux lumineux...) ainsi que dans la presse locale, et enregistrée sur le site du Grand Débat. Le Conseil de développement a créé un « événement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 80 personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée de 6 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 86 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder d'autres thèmes.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et certains participants ne sont pas restés pour cette étape. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ni hiérarchique.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Traçabilité des impôts Retrouver la confiance dans la politique Prendre en compte la mobilisation citoyenne et les travaux des syndicats Respecter le vote du peuple (référendum européen)

3	
1	1
3	
10	

Un participant : Je crois que le début de la crise des gilets jaunes c'était la taxe sur le carburant pour la transition écologique et je pense qu'on a besoin de savoir : on va taxer plus la bagnole, c'est bien mais qu'est-ce qu'on fait du pognon ? Comment l'état agit sur la transition écologique ? On est beaucoup taxés, par la TVA, les choses comme ça, et on ne voit pas forcément le fruit de cet argent. Ma copine, qui est infirmière, dit que dans un temps donné elle soignait dix patients et maintenant, dans le même temps, il faut qu'elle en soigne vingt, mon facteur râle parce qu'il n'a pas le temps de s'arrêter... Tout le monde râle et on ne comprend pas. Moi, ce que je voudrais c'est qu'on retrouve la confiance. Comment on peut retrouver confiance dans la politique, dans la capacité des gens qui sont censés nous gérer ? Moi, je n'ai absolument plus aucune confiance : je viens ici un peu pour regarder et je vois qu'il n'y a pas grand monde, pas beaucoup de jeunes et c'est ça, la question qu'on peut se poser, pourquoi il y a plus de 40% des gens qui ne vont pas voter ? Je suis paysan et syndicaliste à la Confédération Paysanne et il y a énormément de boulot qui est fait, par exemple sur la nouvelle PAC ou la loi Egalim, on a fait des propositions intelligentes sur la transition écologique, sur l'organisation de l'état... dans tous les départements, toutes les cellules locales, tout ça pour aboutir à rien. Donc moi je suis syndicaliste et j'ai envie de faire ça mais en fait, ça ne sert plus à rien. Les mobilisations dans la rue (sur la loi travail, la guerre en Irak...), ça sert à rien. Là il y a les Gilets jaunes et l'état passe son temps à dire : « ils sont racistes, ils sont fascistes, ils sont violents... ». Le dernier referendum contre le traité sur l'Europe... A un moment, comment on s'exprime ? Comment on fait pour retrouver cette confiance ? Je pense que c'est un très gros problème. Actuellement on a un espace mais il faut retrouver des espaces comme ça, sinon on va descendre dans la rue et les actions vont être de plus en plus violentes !

Un autre participant : La démocratie elle a été bafouée au dernier referendum parce que les français ont dit non et le président en place a dit oui. La confiance, y en a plus !

Trouver des méthodes pour parvenir au consensus

3

Un participant : Je crois que dans notre pays, le problème, c'est un problème de consensus. J'ai été syndiqué pendant 40 ans, dans des associations, et j'ai remarqué dans tout ce que j'ai pu faire il n'y a pas de consensus : chaque syndicat... quand il est au pouvoir, tout ce qu'il fait l'opposition trouve que ce n'est pas bien et vice versa. A un moment donné, il faut qu'on trouve une manière de trouver le consensus, de quelle manière organiser la démocratie et la citoyenneté pour l'acquérir.

REFERENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE

Instaurer le RIC

6 1

Un participant : Le RIC, c'est ce qu'on est en train de faire ce soir, et on est en train de nous le vendre en ce moment comme si c'était fait pour les extrêmes, mais en fait ils ont juste peur que tout ce qu'on est en train de débattre là, ça les empêche de pouvoir faire ce qu'ils veulent. Par exemple, on a parlé de la nationalisation des autoroutes et bien, si on était tous d'accord, ça remonterait tout là-haut et ça les empêcherait de faire leurs petites magouilles.

MODALITES DE VOTE

Introduire la proportionnelle pour l'Assemblée nationale

4

Un participant : Qu'on mette une part de proportionnalité dans l'élection des députés ! Comment, à l'heure actuelle, on peut avoir certains partis qui représentent une proportion de la population, qui sont très faiblement, voire pas représentés du tout à l'Assemblée Nationale ? Est-ce représentatif de la réalité de la population ? Même si on n'est pas forcément d'accord avec les idées que véhicule un parti, s'il y a un certain nombre de personnes qui le soutiennent, il faut qu'il soit représenté !

Noter les candidats pour arriver à un consensus (« vote pondéré »)

1

Un participant : Je pense que, comme beaucoup de français, on va voter aux Présidentielles au premier tour pour quelqu'un et au deuxième tour contre quelqu'un. Aujourd'hui il existe différents modes de vote et il y en a un que je trouve tout à fait intéressant, qui est de noter les candidats. Par exemple, si on a 7 candidats, on

met en 1 celui qu'on préfère, 2,3 etc. jusqu'à celui qu'on exècre¹. Au moins on n'aurait pas un choix par défaut, mais on irait vers un consensus de la majorité de la population, et on n'entendrait pas, comme en ce moment, qu'il y a une légitimité alors que le nombre de personnes exprimées est très faible au premier tour et que le deuxième tour c'est « la peste ou le cholera ». Je suis peut-être un peu radical dans mes propos mais je pense que beaucoup de français ont ce sentiment et d'ailleurs, ne vont plus voter parce qu'ils sentent bien qu'après... Il y a eu cette élection mais aussi celle d'avant et d'encore avant : à chaque fois on se retrouve dans cette situation !

Prise en compte du vote blanc

10

PARLEMENT

Pour le maintien du Sénat

5

Un participant : Il semblerait qu'à l'heure actuelle, la Présidence veuille réduire la place du Sénat or, même s'il n'est pas élu directement par les citoyens, il est composé d'élus qui ont quand même l'expérience concrète du terrain, ce que n'ont peut-être pas toujours nos députés.

Elu=casier vierge

11 1

Un participant : Un contrôleur technique dans un centre, si son casier judiciaire est entaché ne serait-ce que pour un grand excès de vitesse, il perd son agrément. On a combien d'élus au gouvernement avec des casiers judiciaires longs comme le bras ?

Ne plus payer des élus qui ne travaillent plus (entre deux mandats par ex)

7

Mêmes règles pour les élus et les travailleurs

8

Un participant : Est-il normal qu'un député ou un sénateur, lorsqu'il n'est pas réélu, puisse percevoir pendant une durée de cinq années l'équivalent de ce qu'il percevait lorsqu'il était élu² ? Lorsque nous nous retrouvons sans travail, bien évidemment, nous sommes au fil du temps pénalisés et c'est tout à fait normal. Je ne vois pas pourquoi le député, qui est appelé à voter une loi, peut s'exonérer des règles qu'il impose à l'ensemble de la société française.

Limitier les dépenses des parlementaires

6 1

Un participant : Le contrôle de dépenses des députés et des sénateurs, ça éviterait quand même pas mal de choses. Les petites enveloppes qui leur servent de frais de fonctionnement... moi je suis artisan, toute dépense que je fais je dois le justifier, donc je trouve anormal qu'on ait des enveloppes distribuées pour les frais de fonctionnement³. Chacun fait un petit peu ce qu'il veut et ça permet d'arroser les uns et les autres.

Baisser le nombre de parlementaires

2 3

Sanctionner les parlementaires absents

8 1

Contrôle des dépenses des parlementaires (justificatifs des frais)

3

Une participante : Je voudrais revenir sur les dépenses au niveau des parlementaires. Je pense qu'en France, on a énormément de parlementaires et on n'est pas forcément en contact direct avec eux donc je pense que réduire le nombre de parlementaires peut être une bonne idée pour réduire un peu les dépenses publiques. En plus, ces parlementaires, notamment les députés ne sont pas forcément présents à chaque fois à l'assemblée lorsqu'il y a des votes : je propose de sanctionner ces députés qui ne sont pas présents puisque voter pour des représentants et ne pas les voir au Parlement, je trouve ça un peu frustrant. Surtout qu'ils ont énormément d'avantages : ils

¹ Pour une illustration de ce système de vote, voir par exemple l'[expérimentation scientifique](#) menée sur le scrutin 2017 par une association, en partenariat avec des universitaires. NB : Les participants étant volontaires, le résultat ne peut être ici représentatif.

² NB : Le système de protection sociale des députés a été réformé pour se rapprocher de celui des salariés.

La fin de leur mandat leur ouvre des droits à une indemnité chômage alignée sur le régime des salariés : 57% de l'indemnité parlementaire de base, soit 3191 € bruts. A la différence des salariés elle peut être perçue 5 ans sans dégressivité, à la condition qu'ils ne retrouvent pas d'emploi.

³ Concernant les frais de mandats des parlementaires, ils reçoivent une avance générale mensuelle de 5900 € pour les sénateurs et 5373 € pour les députés. Les frais déduits de cette enveloppe doivent être justifiés et contrôlés. Les sommes non dépensées sont restituées à l'Assemblée Nationale ou au Sénat. (source : [Sénat](#) et [Assemblée Nationale](#))

ont droit à un logement sur Paris, aux transport, à un logement dans leur commune⁴... ils ont une enveloppe que personne ne contrôle et s'ils ne l'utilisent pas, ils peuvent la garder pour des frais qui leur sont propres et ne concernent pas leur fonction. Je trouve que c'est énormément d'avantages donc je pense que réduire le nombre de parlementaires et leurs avantages, ou alors les sanctionner et réduire leurs avantages s'ils ne sont pas présents et ne jouent pas leur rôle, c'est important

Transparence des liens des élus avec les lobbys

7

Plafonner les financements des campagnes électorales

1

Un participant : Il y a des choses qui me semblent un peu anormales comme le plafonnement des dépenses de campagne électorales. C'est assez étrange qu'on puisse avoir des lobbys qui payent les campagnes électorales !

Un autre participant : Sur les lobbys, j'ai l'impression que les lobbys, c'est toujours les lobbys des autres. Par exemple, j'ai appartenu à un moment au lobby des maires qui est extrêmement puissant quand il faut faire des lois concernant les communes et surtout les petites communes.

Non à la loi « anti-casseurs »

6

Restaurer/sauvegarder la séparation des 3 pouvoirs

8

Un participant : Ça n'a pas été dit et je trouve ça assez grave et aberrant : il y a une loi « anti casseurs » qui vient d'être passée donc c'est vrai que ça fait peur les « casseurs » donc tout le monde se dit qu'il faut voter une loi. Mais en fait c'est la séparation des pouvoirs qui est en train de se jouer en ce moment et je trouve assez grave que les députés aient pu voter ça (...) J'espère que vous avez bien conscience que vos enfants, vos petits-enfants, quand ils voudront contester dans les années à venir, ils ne pourront peut-être pas le faire, que les syndicalistes vont être fichés, que nous-mêmes, nous serons fichés et qu'on est en train de faire des préfets des procureurs et d'anticiper des futurs délits. Posez-vous la question de la gravité de ces choses-là parce que je trouve qu'il est temps de se réveiller ! Personnellement, je vois des violences depuis 4 mois tous les samedis (...) et moi je n'ai pas vécu, je ne suis pas né dans ce pays-là et j'aurais jamais imaginé arriver à ce stade-là. Il faut avoir la séparation des pouvoirs ! Avec cette nouvelle loi, on est en train de changer de démocratie !

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Plus de débats sur les choix des dépenses publiques

3

Un participant : Je suis content d'être là ce soir parce que pour une fois un débat, et les dépenses publiques elles devraient être beaucoup plus débattues y compris à l'échelle de notre territoire en invitant les citoyens comme ce soir.

Un autre participant : Moi je n'ai pas vu souvent, malgré nos invitations, des citoyens venir discuter du budget communal, et nous avons voté dans les conseils municipaux ou conseils communautaires les comptes administratifs c'est à dire le bilan de ce qui s'est passé l'année dernière, nous avons étudié les orientations budgétaires et il n'y avait pas grand monde dans la salle. C'est quand même dommage : si on veut débattre de la dépense publique, commençons ici sur le terrain, regardons ce qui se fait chez nous et agissons localement !

Renationaliser la dette de la Banque de France

2

Un participant : Je pense qu'il faudrait renationaliser la dette de la Banque de France : c'est anormal que la dette de ce pays soit faite par les banques privées.

Un autre participant : Nationaliser la dette je veux bien mais avec quels sous ? parce que si c'est les banques qui prêtent l'argent donc si on les rembourse, on prend où l'argent pour rembourser les banques ? C'est un peu tard pour y penser

⁴ Concernant les moyens mis à disposition pour exercer leurs mandats :

- Hébergement parisien (pendant les séances, pour les parlementaires non parisiens) : avance de 1200 €/mois pour les sénateurs et remboursement de 200 € maximum/nuit d'hôtel pour les députés (si pas de couchage dans leur bureau ni de places dans les chambres appartenant à l'Assemblée). En revanche, aucun logement n'est prévu en circonscription : les frais avancés (voir note précédente) peuvent être utilisés pour la location d'un local de permanence (et non plus l'achat comme c'était possible jusqu'en 2015)
- Informatique : avances de 3000 € au renouvellement puis 1000 €/an pour les sénateurs et de 15 500 € pour les nouveaux députés et 13 000 pour les députés réélus pour l'intégralité du mandat
- Transports : pour les deux chambres carte RATP, SNCF en 1^{ère} classe prise en charge et billets d'avions circonscription-Paris pour les parlementaires non parisiens (40 allers-retours pour les deux chambres)

Pour l'embauche de collaborateurs (5 maximum), le montant brut mensuel accordé est de 8402,85 € pour les sénateurs et 10581 € pour les députés. (source : [Sénat](#) et [Assemblée Nationale](#))

Arrêter la privatisation des aéroports, autoroutes etc.

7

Un participant : Je voudrais qu'on me donne une bonne raison de vendre Aéroports De Paris et la Française des Jeux. En tant que petit fils de paysan, la vache qui donne du lait, on l'envoie pas à l'abattoir ! Aujourd'hui, ça rapporte de l'argent et si aujourd'hui on posait la question aux français « seriez-vous prêts à privatiser les autoroutes pour Vinci ? » je pense que le résultat serait clair : ce serait non !

EQUITE FISCALE

Avoir des critères fiscaux justes, solidaires et équitables

8

Un participant : Je voulais intervenir sur le thème « fiscalité et dépenses publiques » en prenant pour point de départ le questionnaire en ligne que le gouvernement a lancé sur ce thème et je voulais dénoncer en même temps la démarche manipulatoire de ce questionnaire avec des questions fermées qui fige les réponses possibles. Je donne un exemple (...) : si on prend le deuxième item, en face de « baisser les impôts/réduire la dette », « quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? ». On a cette confrontation entre dette et dépense publique. Est-ce que ça doit se faire uniquement sur ces deux critères la ? Moi je pense que les critères d'une fiscalité c'est qu'elle soit juste équitable et solidaire.

Imposer les très hauts revenus

5

Un participant : Quand le gouvernement nous dit qu'il faut choisir entre l'endettement et la diminution des services publics, moi je proteste, en disant qu'il y a des solutions. De l'argent il y en a, à condition qu'on aille le chercher là où il est : par exemple, l'exil fiscal, la fiscalité des multinationales qui mettent leurs bénéfices dans des paradis fiscaux, les cadres supérieurs ou les détenteurs d'actions qui ont des privilèges sur les dividendes ou sur le rachat d'actions, les très hauts revenus, qui s'enrichissent dans des conditions pas toujours claires et transparentes et qui ne sont pas imposés du tout à la hauteur de ce qu'ils apportent à l'intérêt national. Quand on connaît l'écart de revenus que certains préconisent, une marge maximum d'un à vingt, on en est très loin !

Supprimer les niches fiscales (sauf visée sociale et environnementale)

4

Un participant : On a des niches fiscales aujourd'hui, à peu près 480 je crois. Toutes ne sont pas à visée sociale et certaines peuvent être assez étonnantes, et ces niches fiscales vont créer une distorsion entre des personnes qui ont à peu près le même niveau de revenu.

Un impôt pour tout le monde

2 1

Une participante : Je voudrais qu'il y ait un impôt pour tout le monde, finalement on est que 46% à payer des impôts en France et je trouve que ce n'est pas normal. En plus, c'est la classe moyenne qui paye le plus, proportionnellement.

Rétablir l'ISF⁵ (c'est un symbole)

4 1

Un participant : L'ISF a été supprimé pour remplacer par l'impôt sur la fortune immobilière⁶ (IFI) accompagné de la flat tax⁷, qui plafonne l'imposition des dividendes, moi je suis pour le rétablissement de l'ISF, je trouve que symboliquement c'est très important. C'est sûr que macro économiquement ça n'apporte pas grand-chose, 5 ou 7 milliards mais ça correspond à peu de gens très très aisés et symboliquement c'est indispensable.

Un autre participant : Je suis pas touché par le problème mais on parle de l'impôt sur la fortune j'entends dire le gouvernement que ça rapportait pas grand-chose c'est vrai que ça peut être une mesure symbolique. Moi je dirais plutôt qu'on peut trouver un consensus pour ces messieurs qui ont beaucoup d'argent (c'est pas mon cas vous inquiétez pas) pour dire que c'est pas un impôt sur la fortune pour les riches c'est une redistribution sociale pour aider le pays à fonctionner un peu mieux que ce qu'il est maintenant.

Baisse de la CSG sur les salaires, retraites, revenus locatifs et intérêts

6 3

Une participante : Moi je demanderais la baisse de la CSG sur tous les salaires, les retraites, tous les revenus locatifs et sur les intérêts de l'argent qui est placé dans les banques - parce que finalement on a déjà payé sur

⁵ Impôt de Solidarité sur la Fortune. Il a été supprimé au 31 décembre 2017

⁶ Impôt pour les personnes possédant un patrimoine net taxable supérieur à 1 300 000 € au 1er janvier. Source : [Direction Générale des finances publiques](#)

⁷ Le Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU dit Flat tax) est applicable depuis le 1^{er} janvier 2018 aux revenus de capitaux mobiliers. Il inclue à la fois prélèvements sociaux et impôt sur le revenu. Le taux global est de 30%. Source : [Gouvernement](#)

cet argent la et on repaye une deuxième fois - c'est quand même très important parce qu'au départ la CSG elle était de 2 ou 3% et maintenant elle est rendue à un taux très important.

Un autre participant : *J'ai entendu la demande de baisse de la CSG, mais la CSG ça sert à financer la sécurité sociale et une bonne partie de la hausse de ces dernières années, elle a remplacé des cotisations sur les salaires donc on ne peut pas tout demander : si vous voulez avoir la sécurité sociale, il faut payer les cotisations que ce soit les salariés ou les retraités, on peut pas tout demander !*

Suppression des paradis fiscaux

7

TAXES

Supprimer TVA sur les produits de première nécessité

9

ENTREPRISES

Taxer + les dividendes et les rachats d'actions par les entreprises

4

Une participante : *Pour contrer les inégalités sociales, il faudrait taxer plus fortement les dividendes et taxer le rachat par les entreprises et leurs propres actions*

Meilleure équité fiscale entre les entreprises

7

Un participant : *Je m'interroge sur la problématique de la fiscalité en France qui est un mille-feuille assez complexe, où on va voir des variations tout à fait notables selon la taille des entreprises, c'est à dire que certaines très grandes entreprises vont pouvoir faire de l'optimisation à différents niveaux. Je prends un exemple : une grande boîte de bâtiment va payer pour la sécurité sociale en réel, parce qu'elle sous traite à des PME et donc elle se retrouve avec un nombre de personnes qui va être peu concerné par des risques de maladie, alors qu'une petite entreprise va être au fixe, qui est calculé normalement pour l'ensemble. Il y a une disparité de traitement qu'on va retrouver dans la création de holding qui va permettre l'optimisation fiscale sur les dividendes. Qu'on soit une toute petite entreprise ou qu'on fasse partie du conseil d'administration d'une très grande entreprise, on aura pas du tout le même traitement ce qui est vraiment impactant pour les petites entreprises qui ne peuvent pas créer d'emploi local non délocalisable.*

DEPENSES PUBLIQUES

Financer les fondamentaux (santé, éducation, alimentation) plutôt que l'armement

4

Un participant : *je voudrais parler d'une valeur qui m'est chère, c'est la paix, la paix entre les hommes, qui me paraît primordial pour ce 3eme millénaire et bien sûr la paix a la terre qui est un enjeu actuel urgent et important.*

(...) La France est un pays constructeur et vendeur d'armes à travers le monde, et on vient de voter 37 milliards d'investissement sur quelques années pour réarmer notre porte avion nucléaire Charles de Gaulle. Je voulais parler d'échelle (...), parce qu'on nous balance des chiffres mais c'est quoi la différence entre un million et un milliard ? Si on mettait ça en secondes, un million de secondes ça fait à peu 11,57 jours, tandis qu'un milliard de secondes ça fait 32 ans, c'est une échelle qui me paraît importante a situé. En France, chaque années les dépenses militaires c'est de l'ordre de 50 milliards d'euros⁸. Un dernier chiffre pour cette paix systémique entre les hommes : pour que chaque être humain sur la planète puisse vivre dignement et accéder aux 4 besoins fondamentaux (...) c'est juste dix milliards d'euros par an, donc un pays comme le nôtre pourrait subvenir à cinq fois les besoins fondamentaux de l'humanité !

Conditionner les aides publiques à l'environnement et à l'emploi

4

Un participant : *Quand il y a des aides publiques, qu'elles soient conditionnées d'un point de vue emploi et environnemental. Ça me paraît une évidence, mais ce n'est pas la réalité aujourd'hui que ce soit au niveau local ou au niveau Etat.*

Arrêter de baisser les aides pour les associations

5

Une participante : *Je voudrais parler des associations, c'est la trame du tissu social, on se félicite, en France, d'avoir des associations de loi 1901 qui sont nombreuses. Or, on s'aperçoit que les aides baissent de plus en*

⁸ Le budget 2019 de la Défense à proprement parler est de 35,9 milliards d'euros. Source : ministère des Armées

plus notamment pour les associations d'intégration de solidarité. Elles sont très utiles à la société et je trouve qu'on devrait arrêter de baisser les aides, qui ont tendance à disparaître

Arrêter de financer les anciens présidents

10

Une participante : Que les Présidents de la République ne nous coutent plus d'argent, je trouve que ce serait vraiment très intéressant et ça serait une grosse économie.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Interdire les allers-retours public/privé pour les hauts fonctionnaires

4

Un participant : Il faut arrêter le « pantouflage », c'est à dire qu'on ne puisse plus avoir des hauts fonctionnaires qui passent dans le privé : s'ils vont dans le privé ils ne reviennent plus dans le public, c'est pas possible de faire des aller retours comme ça !

Maintien des services publics : ne pas rechercher la rentabilité (santé, transport...)

12

ORGANISATION TERRITORIALE

Plus de pouvoirs et de budget aux régions. Supprimer les départements

6

Un participant : En ce qui concerne les strates au niveau de l'Etat et de l'administration, ça n'a pas encore été abordé mais avons-nous besoin d'une Région ? d'un Département ? Je pense que le département aujourd'hui ne s'avère pas nécessaire et qu'il est préférable de mettre en place des régions cohérentes sur un plan économique et géographique et de leur donner plus de pouvoir et de budget, qu'elles puissent vraiment décider.

Relancer la décentralisation de l'état Plus de pouvoirs aux élus locaux, y compris impôts Sauvegarder les services publics locaux

8

4

14

Un participant : Ce que je propose c'est qu'on relance la décentralisation, qu'on arrête de tout laisser entre les mains de l'Etat central qui finalement décide de tout, des revenus des collectivités territoriales notamment, en supprimant la taxe d'habitation. On est contents de pas l'avoir mais c'était des ressources propres aux collectivités donc des ressources qu'elles n'auront plus pour toutes les missions qu'on leur confie aujourd'hui qui sont de plus en plus nombreuses. On voit bien que l'Etat se désengage en transmettant les missions, donc les charges, aux communes, à la région, aux départements, aux intercos etc. donc ce que je propose c'est qu'on porte une réorganisation de l'Etat, qui donne beaucoup plus de pouvoir aux élus locaux, et donc plus de pouvoir de choisir ses revenus. Les services publics il faut les défendre en local parce que je rappelle c'est bien gentil de vouloir faire sur internet, mais quand on n'a pas internet parce qu'on est loin du bourg et qu'on n'aura jamais l'optique, aller sur un site qui sera de plus en plus développé, de plus en plus lourd, c'est compliqué. 7,5 millions de français n'ont pas un accès à internet ou à un internet de qualité et ces gens-là on les retrouve aux guichets des services publics locaux et comme y en a de moins en moins ça devient compliqué, donc moi je veux qu'on sauvegarde les services publics locaux !

Regrouper les communes

3

6

Un participant : Pourquoi avoir un regroupement de communes et garder les communes ? Pourquoi n'y aurait-il pas une seule commune suffisamment grande, qui ait des délégués pour chacun des quartiers ou des communes qui ont adhéré à l'intercommunalité ? Aujourd'hui, ce sont des doublons qui sont mis en place et des taxes qui apparaissent sur nos feuilles d'impôt et je ne pense pas que ça apporte davantage aux citoyens donc je pense qu'il faut regrouper les communes et ne garder que ce regroupement.

Possibilité pour la Région de prélever un impôt

3

Une participante : Je pense que les Régions devraient pouvoir lever leur propre impôt. Actuellement nos impôts vont à l'Etat et sont distribués aux régions alors, en fonction des gouvernements, c'est plus ou moins d'impôts qui reviennent.

Supprimer les services déconcentrés de l'Etat et transfert à la Région

4

Une participante : Ma proposition serait de supprimer les services déconcentrés⁹ de l'Etat (DDTM, DRAF¹⁰...) et leurs missions pourraient être transférées aux régions et aux départements.

SERVICES PUBLICS

Mieux adapter les services des EPHAD

Une participante : Je ne connais personne dans mon entourage qui y est mais je trouve que c'est anormal que les personnes en EPHAD¹¹ soient moins bien traitées que les personnes qui sont en prison. Elles doivent payer des sommes parfois astronomiques pour avoir droit à une douche par semaine alors qu'en prison ils ont le droit à énormément d'avantages...

Pas de rentabilité pour la SNCF = service public

8

Conservier et réparer les lignes SNCF

8

Un participant : Pourquoi la SNCF décide de fermer quelques lignes qui ne sont pas rentables ? C'est un service public donc on ne regarde pas la rentabilité on sert des citoyens point !

Il faut conserver les lignes et réparer celles qui sont en mauvais état, parce que leur problème c'est qu'ils ont plus de sous parce qu'ils ont fait tellement de tgv qu'en fin de compte les petites lignes intérieures sont laissées à l'abandon, et ils parlent même maintenant de réduire aussi les lignes de TGV, c'est à dire qu'ils ne s'arrêtent plus à certaines gares. On nous pose de gros problèmes de gasoil, d'essence... et en fin de compte, d'un côté on nous supprime des choses et d'un autre côté on nous supprime aussi des choses

PRESTATIONS SOCIALES

Egalité des régimes de retraite et sécurité sociale

4

Un participant : Il faudrait commencer par une égalité des régimes de retraite et de sécurité sociale parce que c'est quand même assez pratique pour diviser les gens !

Revalorisation des pensions pour handicapés

10

RETRAITES

Uniformiser les formules de calcul des retraites entre public et privé

6

1

Une participante : Moi j'ai 26 ans et j'ai la chance d'être en CDI dans une entreprise privée mais je voudrais parler des différences qu'il y a avec la fonction publique pour le calcul des retraites. La fonction publique, ils sont sur les 6 derniers mois d'ancienneté alors que les personnes dans le privé doivent cotiser pendant 40 ans. Je connais des retraités de la fonction publique (ils ont eu raison de le faire), qui ont travaillé énormément dans les six derniers mois. Je voudrais qu'il y ait une égalité entre la fonction publique et la fonction privée

Suppression de la cotisation maladie sur les retraites complémentaires

6

Une participante : Je suis retraitée et je demande la suppression de la cotisation maladie sur les retraites complémentaires. Ça concerne l'ARGIC-ARRCO, l'IRCANTEC (c'est à dire les contractuels du service public). Nous sommes les seuls, suite à la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 qui avait supprimé les cotisations, à payer cette cotisation-là, qui est de l'ordre de 1%, en plus de la CSG, soit une somme très importante au niveau global. Les syndicats ont soulevé ce problème-là, ils ont rencontré les députés, et on n'a toujours pas de réponse ! Ce n'est pas normal que les privés payent encore la cotisation de 1% alors que ça devrait être enlevé !

⁹ Délégation de compétences à des agents ou organismes locaux appartenant à l'administration centrale, à ne pas confondre avec les compétences décentralisées, c'est-à-dire à gestion autonome par une collectivité territoriale.

¹⁰ DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer ; DRAF : Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt

¹¹ Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

Réindexer les retraites sur l'inflation

11

Un participant : C'est simple, pour les retraites, je pense qu'il faut revenir à leur indexation sur l'inflation. L'augmentation des retraites de base a été de 0,3% en novembre 2018 et sera à nouveau de 0,3% en 2019, ça veut dire que sur les deux années c'est une perte de pouvoir d'achat qui est proche des 4% !

Arrêter de cibler les retraités. Pas de rupture du contrat du début de vie active

3

Un participant : Je considère que les retraités dans leur ensemble sont la cible privilégiée du gouvernement actuel. Nous nous sommes engagés, à une certaine époque, à cotiser en contrepartie de quoi on nous a donné une valorisation du point et aujourd'hui ce contrat est rompu unilatéralement et on constate que progressivement le montant de la rente diminue. Ce n'est absolument pas normal que l'on revienne sur des conditions rétroactivement ! Nous les retraités, nous sommes des cibles au niveau de la CSG qui a augmenté, il n'y a plus d'indexation par rapport à l'inflation, (...). Nous sommes nombreux ce soir, ça veut donc dire que nous sommes le reflet d'un certain malaise. Nous avons travaillé en général 45 ans et aujourd'hui on cible nos niveaux de revenus et notre patrimoine. Ces retraités ont la charge des enfants, parce que lorsqu'ils entrent dans la vie professionnelle, ils gagnent des salaires situés au bas de l'échelle et si les parents ne les aident pas c'est très délicat, mais de la même façon, supportent aussi nos aïeux qui sont à l'EPHAD. Si nous ne le faisons pas ces efforts à partir de nos revenus et de notre patrimoine qui le ferait ? L'Etat et la collectivité, donc il faut arrêter de nous cibler, laisser les retraités tranquilles et vivre maintenant de leur travail.

TRANSITION ECOLOGIQUE

Mettre en place une politique d'économie (alimentaire, énergétique...)

3

Un participant : Il me paraît important d'économiser, d'avoir une vraie politique d'économie d'énergies, alimentaire aussi, parce qu'on a une société occidentale où on mange beaucoup... bref instaurer une vraie politique d'économies

Arrêter l'écologie punitive pour l'écologie positive

10 1

Lien entre fiscalité et environnement

4

ENERGIES

Arrêt des éoliennes pour la méthanisation

3 1

Un participant : Je souhaite simplement l'arrêt de l'implantation des éoliennes, et plutôt le développement des usines de méthanisation¹².

Augmenter le prix de l'énergie

5 4

Un participant : Je voudrais parler notamment de la taxe carbone qui est à l'origine du mouvement des Gilets jaunes, et des travers qui pourraient intervenir dans le cas d'une énergie à cout bas. Si l'énergie coute très peu, quel est l'intérêt s'isoler les maisons ? Quel est l'intérêt d'énergies renouvelables qui ne seraient pas rentables ? Quel serait l'intérêt de solutions alternatives de transports ? Un certain nombre de réflexions dans le domaine énergétique tomberaient dans l'oubli, donc je pense qu'un cout d'énergie, non pas élevé, mais plus cohérent, pourrait favoriser la transition énergétique

Parce qu'on parlait d'écologie punitive, il faut savoir aussi que par exemple quand on regarde le nombre de morts sur les routes, qui a été en baisse constante, est-ce que la peur du radar n'y a pas joué ? La réduction du tabac c'est aussi le cout du paquet de cigarettes...

Du solaire, pas de nucléaire

7

Un participant : On a le lobby de l'électricité nucléaire en France mais il faut savoir que si on mettait des panneaux solaires sur tous les toits orientés plein sud de Lille à Bordeaux ou à Marseille, on pourrait fermer au moins deux centrales nucléaires¹³ !

¹² Transformation de matières organiques en méthane par fermentation

¹³ Il existe aujourd'hui en France 58 réacteurs nucléaires en activité, répartis sur 19 sites, qui représentent plus de 70% de la production française d'électricité. Sources : [Agence de Sûreté Nucléaire](#) et [EDF](#)

Utiliser les impôts pour financer les filières porteuses de transition énergétique 4

Un participant : De l'argent il y en a, et on doit l'utiliser prioritairement en lien avec la transition écologique et énergétique, parce que là il y a une urgence, il en va de notre avenir à tous et il faut faire des choses rapidement ! Sur la question de l'énergie, on a abordé la question de l'électrique, du nucléaire, de l'éolien et je donne l'exemple de l'éolien offshore, qui était porteur d'avenir en termes énergétiques, que la France vient d'abandonner faute de financement. Plus généralement on assiste à une désindustrialisation, (...) et à une absence de financements opportuns dans des filières qui sont porteuses pour l'avenir énergétique.

TRANSPORTS

Taxe carbone pour financer les transports en commun 9

Développer les parkings relais dans les grandes villes 10

Une participante : Je suis jeune, et dans ma situation je ne suis pas capable de m'acheter une voiture électrique donc je pense que la taxe carbone elle devrait plutôt, pour m'aider moi, financer les transports en commun. Par exemple, je suis obligée de prendre ma voiture pour me déplacer mais quand j'arrive dans une grande ville si je ne peux pas me garer à l'extérieur de la ville pour prendre les transports en commun, je suis un peu coincée. Il devrait y avoir des parcs automobiles gratuits autour des grandes villes avec des transports en commun gratuits.

Mieux utiliser l'existant en matière de transports en commun 8

Un participant : Nous sommes sur un territoire où les déplacements sont souvent individuels ou avec des partages, mais nous avons la chance d'avoir une ligne de chemin de fer qui traverse la communauté de communes et d'avoir une gare à Questembert. On pourrait certainement avoir une meilleure utilisation de l'existant, en particulier des transports en commun. Il existe un réseau de transports en communs géré par le Département, des cars qui roulent à vide, et il y a peut-être des raisons à cela : des problèmes d'horaires... et c'est un peu la même chose aussi pour les trains.

Faire une réelle évaluation de l'impact économique et écologique de la voiture électrique 11

Un participant : Pendant des années, je dirais même des décennies, on nous a vantés les mérites du diesel et nous sommes tous massivement partis vers le diesel. Aujourd'hui, on nous parle des voitures électriques mais nous n'en connaissons pas le prix de revient pour l'instant (on nous parle d'un prix net minoré des aides de l'Etat), on ne connaît pas non plus son bilan carbone : où sont fabriquées les batteries ? Pas chez nous : vive les porte-containers ! Où sont extraits les minerais nécessaires pour la fabrication de ces batteries ? Dans très peu de pays, ce qui fait que demain nous risquons d'être confrontés à des situations dominantes nous privant de ces minerais et donc de la fabrication des batteries. On ne nous dit pas où et comment ces véhicules électriques seront recyclés, comment les batteries seront recyclées ? (...) On ne nous parle pas de ces immenses batteries qui vont équiper les véhicules électriques : quel sera le vrai prix de la batterie de rechange nécessaire ? Enfin, comment allons-nous produire l'électricité nécessaire si tous les français passent au véhicule électrique ? A quel prix sera proposé le kWh nécessaire pour recharger les voitures ? Je crains que l'on nous envoie encore dans une voie sans issue !

Une participante : Concernant la voiture électrique, moi j'ai fait des études y a quelques temps et on parlait de la voiture électrique qui allait être le moyen de révolutionner le transport puisqu'on allait plus utiliser de carburant. Je ne suis pas d'accord avec ça, je trouve que la voiture électrique avec les batteries et tous les composants qui sont utilisés pollue pratiquement autant que les voitures thermiques, peut-être un petit peu moins, mais je ne pense pas que ce soit la solution d'avenir.

Un autre participant : Je ne comprends pas que l'Etat français refuse encore les autorisations de mise sur le marché d'une voiture qui fonctionne à air comprimé. C'est un mode de traction qui n'a aucune nuisance ou pollution.

Développer le ferroutage 11

Taxer les camions qui traversent la France, le kérosène, le fioul lourd 12

Une participante : Je trouve anormal qu'actuellement des camions traversent encore la France du nord au sud voire de l'est à l'ouest sur les routes, alors qu'on pourrait très bien développer le ferroutage, ou alors, je sais

que l'écotaxe a fait bondir les bretons il y a quelques années mais je connais des régions où ils seraient bien contents de l'avoir parce qu'ils sont submergés de camions qui traversent.
 Dans le même ordre d'idée, on ne taxe toujours pas le kérosène des avions, les gros cargos et les porte containers et je ne parle pas des bateaux de croisière qui sont un gouffre écologique. Il faut taxer les gros consommateurs parce qu'on taxe l'automobiliste mais on ne taxe absolument pas les cargos qui vont de Chine en France, pour amener des marchandises qu'on pourrait très bien fabriquer en France et qui consomment du fioul lourd, comme les bateaux de croisière ces espèces de villes flottantes qui sont des aberrations écologiques

Un participant : Il faut savoir qu'un porte containers qui emmène la matière première d'Europe en Asie, aller-retour, c'est 10 000 tonnes de fioul lourd soufré et ça correspond pratiquement à la consommation mondiale de l'automobile mais on dit que le citoyen français pollue avec sa voiture pour aller travailler, alors qu'on représente 0,7%¹⁴ de la pollution mondiale et que les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, c'est à peu près 65% de la pollution mondiale !

AGRICULTURE

Privilégier l'agroécologie dans la PAC

9

Un participant : Sur les questions de financement et de transition, il y a un lien avec l'agriculture, la production alimentaire etc. Je pense qu'aujourd'hui la PAC¹⁵ finance essentiellement de très grandes entreprises, aux dépens de l'agriculture paysanne qui, elle, respecte beaucoup plus notablement l'environnement et la biodiversité. Il y a un terme pour désigner cette démarche-là, qui devrait être subventionnée prioritairement, c'est l'agroécologie. C'est reconnu par plein de spécialistes mondiaux mais la PAC, c'est de l'ordre de 9 milliards par an de subventions qui vont prioritairement ailleurs. Et on sait que les agriculteurs qui veulent faire la mutation vers le biologique, en ce moment, ils attendent des années avant de toucher leurs subventions.

Distance minimale des épandages de pesticides près des habitations et écoles

7

1

Un participant : J'ai été interpellé par une petite dizaine de citoyens concernant les pesticides et notamment l'épandage, parce qu'ils étaient soucieux par rapport à leurs habitations, Ma proposition c'est de réfléchir à instaurer une distance minimum d'épandage des pesticides par rapport aux habitations et aux écoles, parce que pour l'instant il faut savoir qu'il y a aucune règle.¹⁶

AUTRES SUJETS/SUJETS TRANSVERSAUX

Efficacité : de la justice fiscale, des services publics, des réformes au plus près du terrain

8

Un participant : Je crois que le débat démocratique on est en train de le faire, mais on n'a pas trouvé la solution, alors je crois que tout ça, ça peut se jouer dans la démocratie et la citoyenneté, c'est à dire quels moyens on va mettre en œuvre pour arriver à régler tous ces problèmes ? On ne peut pas non plus remettre en cause des sujets en permanence et je crois qu'il faut être dans l'efficacité, trouver un système dans lequel pour prendre les décisions. Quand on a une décision à prendre, on ne va pas faire des débats pendant 6 mois... Il faut trouver les moyens de l'efficacité des services publics c'est à dire que quand une réforme est en cours il faut aller dans le détail, jusqu'au plus près du terrain, puisque je pense que les réformes qui sont faites, elles n'y vont pas, la

¹⁴ Chiffres 2016 de l'Agence Internationale de l'Energie

Pays	France	Inde	Etats-Unis	Chine	Monde
% émission de CO2 mondial	0,9	6,4	14,9	28	100
Tonnes/an/habitant	4,35	1,57	14,95	6,57	4,35

¹⁵ La Politique Agricole Commune est la plus ancienne et l'une des plus importantes politiques communes de l'Union Européenne en termes de budget. Ses objectifs sont d'accroître la productivité de l'agriculture ; d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole ; de stabiliser les marchés ; de garantir la sécurité des approvisionnements ; d'assurer des prix raisonnables aux consommateurs de veiller au respect de l'environnement, à la sécurité sanitaire et au développement rural.

¹⁶ Pour les produits phytosanitaires, il n'existe pas de règles spécifiques concernant les habitations (c'est la réglementation sur l'application des produits phytosanitaires qui s'applique). En revanche, pour la plupart des produits phytosanitaires, à proximité des « établissements recevant du public vulnérable » (crèches, écoles, hôpitaux...), il y a des règles spécifiques. Pour les cultures (autres que l'arboriculture), il n'y a pas de distance minimum à respecter à condition qu'il existe des mesures limitant la dérive des produits en dehors de la parcelle (haies de séparation ou utilisation de buses antidérive, dont beaucoup de pulvérisateurs sont équipés en Bretagne). Si ce n'est pas le cas, les traitements sont interdits à moins de 5m de la limite de propriété et ils sont interdits pendant la présence d'enfants sur le site. A noter qu'un pulvérisateur ne contient pas forcément des produits phytosanitaires. Il peut aussi s'agir d'engrais liquide, de minéraux. Concernant la fertilisation (compost et déjections animales), des distances minimales sont prévues vis à vis des tiers, c'est à dire des habitations, qui varient selon le type de produits et le mode d'épandage. Source : Chambre d'agriculture

preuve : on a touché les retraités et maintenant on sait qu'on a touché trop bas et il faut remonter un petit peu, donc les gens qui ont pris la décision n'ont pas été dans le détail sur le terrain !

Revalorisation des salaires et des retraites

4

Revoir les 80km/h

11 5

Un participant : Il faut revoir les 80 km/h parce que les élus, l'ensemble des gens, connaissent bien les routes accidentogènes et je pense que c'est un peu sévère de ramener tout à 80km/h.

Harmoniser la politique européenne (sociale, environnement)

14 1

Un participant : Pour éviter une compétition inégale entre acteurs et entre pays et éviter une concurrence déloyale, il faut mettre des conditionnalités et donc une harmonisation de la politique européenne, en insistant sur le social, les lois sur le travail etc. et la transition par exemple sur la biodiversité, qui est une question majeure, actuelle et préoccupante

SALAIRES

Indexer les salaires sur l'inflation, pas seulement le SMIC

5

Un participant : Sur l'indexation des pensions sur l'inflation, je rappelle que les salaires, à part le smic ne sont pas indexés donc il faudrait aussi le faire pour les salariés des tranches inférieures, parce que les cadres ils peuvent souvent négocier leur salaire donc ils ont le droit à des hausses plus sensibles, mais les ouvriers qui sont légèrement au-dessus du SMIC, a part se faire rattraper par le SMIC ils n'ont pas beaucoup d'espoir.

LOGEMENT

Plafonner les loyers

7

Réorienter les aides au financement des logements

3

Un participant : Ça a été abordé de façon très indirecte puisque on a demandé la taxation la fixation réglementaire des loyers et on a noté avec beaucoup de justesse que les loyers représentaient aujourd'hui une très forte part des revenus. La proposition que je voudrais voir remonter : que les aides au financement du logement soient réorientées. Une étude de la [Fondation Abbé Pierre](#) il y a quelques années montrait que sur une maison financée par les systèmes Robien, la puissance publique payait 60 000 euros en dégrèvements fiscaux donc on a aidé les gens à constituer leur patrimoine avec de l'argent public et je ne sais pas si c'est une très bonne idée au moment où on a besoin que les moins aisés se logent facilement !

COMMERCES

Favoriser les commerces dans les petites villes (rez-de-chaussée = commerce)

7

Un participant : Comment pourrait-on favoriser les propriétaires de bâtiments en centre-ville dans les petites communes, de façon à ce que les rez-de-chaussée restent en commerce ? Parce qu'on s'aperçoit de plus en plus dans les petits bourgs de la disparition de tous les petits commerces. Vous avez des rénovations et au rez-de-chaussée, on fait de l'habitat et c'est bien dommageable parce qu'après, vous n'avez plus du tout de cellule commerciale et les centres-villes se meurent, ce qui fait que vous développez des zones à l'extérieur et c'est la voiture de plus en plus. Je ne sais pas comment faire mais je pense que lors des rénovations, il faut favoriser fortement de façon que le rez-de-chaussée reste commercial

EMPLOI

Renationaliser l'emploi

1

Interdire les agences d'intérim/nationaliser la demande d'emploi

3 3

Un participant : Il faudrait peut-être penser à renationaliser l'emploi. C'est vrai que c'est bien d'avoir des agences intérim mais en fait, une agence intérim se fait payer par des sociétés privées pour donner de l'emploi, c'est en fait une privatisation du marché de l'emploi puisque normalement ça devrait être le rôle de Pole emploi. Donc je pense que toutes les personnes qui sont employées dans les agences d'intérim et qui sont compétentes et pourraient très bien travailler pour Pole emploi. L'argent que les sociétés privées payent aux agences intérim pourrait revenir au Pôle emploi, ce qui permettrait de favoriser plus d'apprentissage.

SANTE

Non aux 11 vaccins obligatoires Reconnaitre les diplômes de médecine douce par l'Etat Médecines douces et prévention

5	2
8	
7	

Une participante : Je voudrais que l'Etat revienne en arrière sur les 11 vaccins obligatoires¹⁷ qui sont donnés aux enfants, et qui sont très dangereux. Je voudrais aussi que l'Etat valorise la médecine douce avec des diplômes d'état, ce qui ferait que les gens feraient de la prévention au lieu de faire qu'ils soient soignés pour des problèmes, donc ça baisserait aussi tout ce qu'on donne à la sécurité sociale puisqu'il y aurait moins de gens malades.

TELECOMMUNICATIONS

Arrêter le développement de la 5G¹⁸

3

Un participant : Je considère le développement des ondes - à travers les réseaux de téléphone portable 3G, 4G, les compteurs Linky etc. - comme une arme de destruction massive et je pesé mes mots. Il y a maintenant le développement de la 5G qu'on peut encore arrêter.

Avoir internet partout en France

12

Un participant : Pour répondre à ce monsieur au sujet de la 5G, il faudrait peut-être d'abord qu'on ait internet dans tous les foyers, parce qu'un document comme la [lettre du Président de la République](#), certains jours il me faut 5 à 10 minutes pour le télécharger. (...) On veut faire la 5G, on supprime les services publics mais on n'a même pas internet à la maison !

QUESTION LOCALE (non transmise au Grand Débat National)

Une participante : Est-ce qu'il y a des navettes qui vont à la gare ? Parce que je ne comprends pas comment je peux aller à la gare à part en prenant ma voiture mais dans ce cas, je vais directement à vanne ! Donc je me posais la question de savoir s'il y allait avoir une mise en place de navettes ou de covoiturage.¹⁹

Un participant : La demande a été reformulée ce soir d'une navette entre le centre-ville de Questembert et la gare. Nous l'avons mise en place, c'était compliqué et peut être qu'on s'est fait avoir d'une certaine manière sur le plan technique, quoi qu'il en soit il y a eu une navette calée sur les horaires des trains les plus fréquentés. Chaque voyage nous coûtait dix euros nous avions en moyenne un client par voyage, et lorsque nous avons arrêté (parce que quand même quand on fait des bêtises comme ça on arrête) c'est à dire qu'on a fermé la ligne de navettes, je me suis fait engueulé comme du poisson pourri par un fonctionnaire territorial qui prenait le train tous les jours et qui était choqué qu'on supprime la navette entre la ville et la gare de Questembert !

¹⁷ Depuis le 1^{er} janvier 2018, 11 vaccins sont obligatoires pour les jeunes enfants (avant 2 ans) : l'Haemophilus influenzae B, la coqueluche, l'hépatite B, la rougeole, les oreillons, la rubéole, le méningocoques C et le pneumocoque se sont ajoutés au « DT-Polio » (diphtérie, tétanos, poliomyélite) qui était déjà obligatoire. Le respect de cette obligation conditionne l'inscription en accueils collectifs (crèches et écoles notamment)

¹⁸ 5^{ème} génération du standard pour la téléphonie mobile

¹⁹ Un Plan Mobilité Rurale conjoint à Questembert Communauté et Arc Sud Bretagne est en cours d'élaboration. Cette question fait partie de celles évoquées dans les groupes de travail.

CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



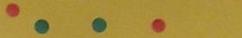
Panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

Pour le maintien du Sénat



↓ le nombre des parlementaires et sanctionner



Sanctionner les parlementaires absents



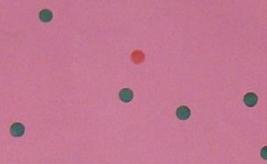
limiter les dépenses des parlementaires



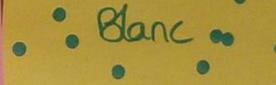
Plafonner les financements des campagnes électorales



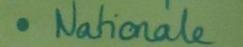
Instaurer le RIC



Prise en compte du vote Blanc



Introduire la proportionnalité au sein de l'Assemblée Nationale



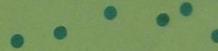
Trasparolité des impôts



Trouver des méthodes pour parvenir au consensus



Non à la loi anti casseur



RESTAURER SAUVEGARDER la séparation des 3 pouvoirs



Prendre en compte la mobilisation citoyenne et les travaux des syndicats



Retrouver la confiance dans la politique



VOTE Noter les candidats pour arriver à un consensus. ("Vote pondéré")



Transparence des liens des élus avec les lobbys



Elu = Casier vierge



Respecter le vote du peuple (Referendum européen)



LA FISCALITE ET LES DEPENSES

PUBLIQUES

Meilleure équité fiscale entre les entreprises

Lien entre fiscalité et environnement

Baisse de la CSG sur salaires, retraites et revenus, locaux et intérêts

Avoir des cotés fiscaux justes, solidaires et équitables

Arrêter de financer les anciens présidents

Suppression de la cotisation maladie sur les retraites complémentaires

Renationaliser la dette de la Banque de France

Ne plus payer des élus qui ne travaillent plus (entre 2 mandats par ex)

Uniformiser les formules de calcul des retraites entre public et privé

Égalité des régimes de retraite et de sécurité sociale

Contrôle des dépenses des parlementaires (interdiction des frais)

Rétablir l'ISF (c'est un symbole)

Arrêter de cibler les retraites
Indexer les retraites sur l'inflation
Pas de rupture du contrôle du débts de vie actée

Imposer les très hauts revenus

Supprimer les niches fiscales (sauf social et environnemental)

Même règles pour les élus et les ~~élus~~ travailleurs

Arrêter la privatisation des aéroports, autoroutes etc...

Re-index les retraites sur l'inflation

Suppression des paradis fiscaux

Un impôt pour tout le monde

Financer les fondamentaux (Santé, Éducation, Alimentation) plutôt que l'armement.

Taxer + les dividendes et les rachats d'action par les entreprises

Arrêter de verser les aides pour les associations

Plus de débats dans le choix des dépenses publiques

Conditionner les aides publiques à l'environnement et à l'emploi

Supprimer TVA sur les produits de premières nécessités

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Possibilité pour la
région de
prélever un impôt

Plus de pouvoirs
aux élus locaux
y compris impôts

Relancer la
décentralisation
de l'état

Sauvegarder les
services publics
locaux

Maintien services
public = pas ^{facile}
de rentabilité (Santé
transport...)

Conserver les lignes SNCF
Réparer les lignes

Pas de rentabilité
pour la SNCF
Service public

Supprimer les services
déconcentrés de l'Etat
et transférer à la Région

Interdire les AR
public/privé pr les
hauts fonctionnaires

Il faut adapter
les services
de EPHAD

Plus de pouvoirs et
de budget aux
régions
Supprimer département

Regrouper les
communes

Reconnaître les
diplômes de
médecine douce
par l'Etat

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Ne pas utiliser
l'existant en matière
de transport en
commun

Taxer les camions
qui traversent la France
• le kérosène
• fioul lourd

Développer le
feroutage

Arrêt des incitations
pour la
mécanisation

Arrêter l'écologie
punitive pour
l'écologie positive

↑ le ~~coût~~ ^{prix} de
l'énergie

Faire une réelle évaluation
de l'impact économique
et écologique de la
voiture électrique

Du solaire
pas de
nucléaire

Utiliser les impôts
pour financer les
filiales postales
de transition
énergétique

Privilégier
France en compte
l'agro-écologie
dans la PAC

Mettre en place une
politique d'économie
(alimentaire, énergétique)

Distance minimale
des épandages de
pesticides près des
habitations et des
écoles

Taxe carbone
pour financer les trans-
ports en commun

Développer les
parkings relais
entre les grandes
villes

AUTRES

Arrêter le développ.
pement de la
5G

Indexer les salaires
sur l'inflation
pas seulement le 50%

Avoir internet
partout en
free

Médecines douces
et Prévention

Revalorisation
des salaires
et des retraites

Plafonner les
loyers

Non aux vaccins
obligatoires.

Réorienter les aides
au financement
des logements

EFFICACITÉ :
de la justice fiscale
des services publics
des réformes au + près
du terrain

Revoir les 80 km/h

Favoriser les
commerces dans les
petites villes
(rez de chaussée = commerce)

Renationaliser
l'emploi.

Harmoniser la
politique européenne
(sociale, environnement)

Revalorisation
des pensions pour
handicapés

Interdire les agences
d'intérim
Nationaliser la
demande d'emploi